Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio

Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft

Band: 58 (1940)

Heft: 187

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 29.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bern
Montag, 12. August
1940

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Berne
Lundi, 12 août
1940

Feuille officielle suisse du commerce · Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich,
ausgenommen an Sonn- und Feiertagen

58. Jahrgang — 58me année

Paraît tous les jours,
le dimanche et les jours de fête exceptés

Monatsbeilage: **Die Volkswirtschaft** Supplément mensuel: **La Vie économique** Supplemento mensile: **La Vita economica**

N° 187

Redaktion und Administration:
Effingerstrasse 3 in Bern. Telephon Nr. 21660

Abonnement: *Schweiz:* Jährlich Fr. 24.30, halbjährlich Fr. 12.30, vierteljährlich Fr. 6.30, zwei Monate Fr. 4.30, ein Monat Fr. 2.30 — *Ausland:* Zuschlag des Portos — Es kann nur bei der Post abonniert werden — Preis der Einzelnummer 25 Rp. — Annoncen-Regie: Publicitas A. G. — Insertionspreis: 50 Rp. die sechsgespaltene Kolonelzeile (Ausland 65 Rp.)

Rédaction et Administration:
Effingerstrasse 3, à Berne, Téléphone n° 21660

Abonnements: *Suisse:* un an 24 fr. 30; un semestre 12 fr. 30; un trimestre 6 fr. 30; deux mois 4 fr. 30; un mois 2 fr. 30 — *Etranger:* Frais de port en plus — Les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste — Prix du numéro 25 cts — Régie des annonces: Publicitas S.A. — Prix d'insertion: 50 cts la ligne de colonne (Etranger: 65 cts)

N° 187

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale
Abhanden gekommene Werttitel. Titres disparus. Titoli smarriti.
Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio.
Pinguine S. A., Genève.
Bilanzen. Bilans. Bilanci.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni
Schweizerisch-deutsche Wirtschaftsverhandlungen. Négociations économiques entre la Suisse et l'Allemagne.
Anmeldung von Finanzforderungen. Déclaration des créances financières.

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Abhanden gekommene Werttitel — Titres disparus — Titoli smarriti

Aufrufe — Sommations

Die Kraftloserklärung der Obligation der Handwerkerbank Basel, Serie K, Nr. 42391, zu nom. Fr. 5000, Zinsfuss 4¼ %, Zinstag 10. Oktober, d. d. 10. Oktober 1908, auf Namen lautend, bestehend aus Mantel und Talon mit Coupons, per 10. Oktober 1937—1941, zu je Fr. 212.50, wird begehrt.

Gemäss Beschluss des Zivilgerichts des Kantons Basel-Stadt vom 13. Juli 1940 wird der allfällige Inhaber hiermit aufgefordert, diese Obligation innert sechs Monaten, also bis 13. Januar 1941, der unterzeichneten Amtstelle vorzuweisen, ansonst der Titel nach Ablauf dieser Frist für kraftlos erklärt würde. (W 289¹)

Basel, den 15. Juli 1940.

Zivilgerichtsschreiberei Basel-Stadt.

Première insertion.

Nous, Président du Tribunal de Première Instance, ordonnons au détenteur inconnu du certificat n° 3126, donnant droit aux prestations concordataires, émis le 1er novembre 1935, au nom de Salomon Schoppig, domicilié à Delémont, par la Banque d'Escompte Suisse en liquidation concordataire à Genève, au montant de fr. 10,599.40 de le produire et de le déposer en notre greffe dans le délai de 6 mois à dater de la première insertion de la présente ordonnance, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. Sch. I. (W 320³)

Tribunal de Première Instance:
p. d. Marc Cougnard, juge suppléant.

Première insertion.

Nous, Président du Tribunal de Première Instance, ordonnons aux détenteurs inconnus des chèques à vue suivants:

N° 300651, au montant de frs. suisses 98,031.25, tiré par la Banque fédérale S. A. à Genève le 12 juin 1940 et payable par la dite banque, émis à l'ordre de la Banque des Pays du Nord à Paris;
N° 300653, au montant de frs. suisses 41,258.75, tiré par la Banque fédérale S. A. à Genève le 12 juin 1940 et payable par la dite banque, émis à l'ordre de la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial à Paris;
N° 300654, au montant de frs. suisses 17,300.—, tiré par la Banque fédérale S. A. à Genève le 12 juin 1940 et payable par la dite banque, émis à l'ordre de la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial à Paris;
N° 300655, au montant de frs. suisses 11,250.—, tiré par la Banque fédérale S. A. à Genève le 12 juin 1940 et payable par la dite banque, émis à l'ordre de la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial à Paris;
N° 300656, au montant de frs. suisses 5000.—, tiré par la Banque fédérale S. A. à Genève le 12 juin 1940 et payable par la dite banque, émis à l'ordre du Comptoir National d'Escompte de Paris;
N° 300657, au montant de frs. suisses 2500.—, tiré par la Banque fédérale S. A. à Genève le 12 juin 1940 et payable par la dite banque, émis à l'ordre de la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial à Paris;
N° 300660, au montant de frs. suisses 2700.—, tiré par la Banque fédérale S. A. à Genève le 12 juin 1940 et payable par la dite banque, émis à l'ordre de la Société Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôts à Nancy;
N° 300661, au montant de frs. suisses 1562.50, tiré par la Banque fédérale S. A. à Genève le 12 juin 1940 et payable par la dite banque, émis à l'ordre de la Société des Forges de Franche Comté à Besançon;
N° 300667, au montant de frs. suisses 80,441.25, tiré par la Banque fédérale S. A. à Genève le 12 juin 1940 et payable par la dite banque, émis à l'ordre de la Handel Industrie Transport Maatschappij;

de les produire et de les déposer en notre greffe dans le délai de trois mois à dater de la première insertion de la présente ordonnance, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. B. VII. (W 319³)

Tribunal de Première Instance de Genève:
p. d. Marc Cougnard, juge suppléant.

Troisième insertion.

Nous, Président du Tribunal de première Instance, ordonnons au détenteur inconnu du chèque n° 785237 au montant de fr. suisses cinq mille neuf cent nonante cinq fr. et 35 cts. tiré à vue le 14 mai 1940 par Demierre et Cie à Genève, sur la Société de Banque Suisse à Genève, à l'ordre de la S. A. des Tubes de Valenciennes et de Denain, à Valenciennes, de le produire et de le déposer en notre greffe dans le délai de trois mois à dater de la première insertion de la présente ordonnance, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. D. V. (W 286¹)

Tribunal de première Instance de Genève:
p. d. Georges Martin, juge.

Troisième insertion.

Nous, Président du Tribunal de première Instance, ordonnons au détenteur inconnu du chèque n° 785238 au montant de fr. suisses dix-sept mille huit cent nonante huit et 60 cts, tiré à vue le 15 mai 1940 par Demierre et Cie à Genève sur la Société de Banque Suisse à Genève, à l'ordre des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, à Valenciennes, de le produire et de le déposer en notre greffe dans le délai de trois mois à dater de la première insertion de la présente ordonnance, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. D. VI. (W 287¹)

Tribunal de première Instance de Genève:
p. d. Georges Martin, juge.

Le détenteur du livret n° 14605 au porteur, de fr. 2000, de la Caisse d'Epargne Cantonale, à Lausanne, est sommé de me le produire jusqu'au 20 octobre 1940, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. (W 169¹)

Le Président du Tribunal civil du district de Lausanne.

Kraftloserklärungen — Annulations

Die in den Nummern 29, 30 und 32 des Schweizerischen Handelsamtsblattes vom 5., 6. und 8. Februar 1940 als vermisst aufgerufene Obligation des Kantons Graubünden von Fr. 1000, Nr. 2893, 3½ %, von 1937, mit Coupons, ist dem Richter innert der anberaumten Frist nicht vorgewiesen worden; sie wird hiermit kraftlos erklärt. (W 318)

Chur, den 8. August 1940. **Kreisamt Chur.**

Handelsregister — Registre du commerce — Registro di commercio

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Bern — Berne — Berna

Bureau Frutigen

1940. 8. August. Inhaberin der Einzelfirma **Frau Stoller, Hoch- und Tiefbauunternehmung,** mit Sitz in Kandersteg, ist Elise Stoller geb. Müller, Johanns Witwe, von und in Kandersteg. Die Firma erteilt Einzelprokura an Adolf Stoller, Sohn, von und in Kandersteg. Hoch- und Tiefbauunternehmung.

8. August. Die Genossenschaft **Konsumverein Frutigen,** mit Sitz in Frutigen (S. H. A. B. Nr. 12 vom 17. Januar 1931, Seite 100), hat in ihrer ordentlichen Generalversammlung vom 21. April 1940 ihre Statuten revidiert. Die Genossenschaft bezweckt die Förderung der sozialen Wohlfahrt und die Verbesserung der Lebenshaltung ihrer Mitglieder auf dem Wege genossenschaftlicher Warenvermittlung und der Eigenproduktion. Die Genossenschaft ist dem Verband schweizerischer Konsumvereine (V. S K.) angeschlossen. Sie ist politisch und konfessionell neutral. Das Wirtschaftsgebiet umfasst die Gemeinden Frutigen und Kandergrund. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haftet nur das Genossenschaftsvermögen; die persönliche Haftbarkeit der Genossenschafter ist ausgeschlossen. Als offizielles Publikationsorgan wird das «Genossenschaftliche Volksblatt» bezeichnet, soweit nicht das Gesetz Veröffentlichung im Schweizerischen Handelsamtsblatt vorschreibt. Die bisherigen Vorstandsmitglieder Dr. Bernhard Jäggi, Dr. Oskar Schaer, Maurice Maire und Emil Otto Zellweger sind aus der Verwaltung ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Neu wurden gewählt: als Präsident Ernst Scholer, von Zunzgen und Basel, in Freidorf, Gemeinde Muttenz; als Vizepräsident Alphons Zbären, von Lenk i. S., in Frutigen, und als Aktuar Hans von Känel, von Reichenbach, in Kanderbrück, Gemeinde Frutigen. Die Unterschrift führen die Verwaltungsratsmitglieder sowie der Geschäftsführer Werner Scholer, von Zunzgen und Basel, in Spiez, kollekiv zu zweien. Alle übrigen Tatsachen bleiben unverändert.

Bureau de Porrentruy

8 août. **Comptoir des Tissus S. A. (Stoffhalle A. G.),** avec siège principal à Genève et succursale à Porrentruy (F. o. s. du c. du 8 juillet 1936, page 1668). Le conseil d'administration a été porté à 3 membres qui sont: Lucien Schwob (inscrit), nommé président; Charles Panisset, vice-président, et Jean Stunzi, secrétaire (ces deux derniers inscrits jusqu'ici comme fondés de pouvoir). La société est engagée par la signature individuelle de l'administrateur Lucien Schwob ou par la signature collective à deux des administrateurs Charles Panisset, Jean Stunzi et des fondés de pouvoir Jacob Schmidli et Jules Rueff (tous deux inscrits). Il n'est rien changé à la procuration individuelle conférée à Robert Schwob, des Planches-Montreux, à Genève.

Bureau de Saignelégier (district des Franches-Montagnes)

Timbres-poste. — 9 août. La raison **Henri Aubry**, aux Breuleux, commerce d'horlogerie, achats et ventes (F. o. s. du c. du 29 septembre 1933, n° 228, page 2282), déclare renoncer à ce genre de commerce. Sa nouvelle activité consiste désormais en: Commerce de timbres-poste.

Zug — Zoug — Zugo

1940. 8. August. Die Genossenschaft **Buchhandlung Maria Hilf**, in Steinhausen (S. H. A. B. Nr. 17 vom 22. Januar 1937, Seite 158), hat in der ausserordentlichen Generalversammlung vom 29. Juli 1940 die Statuten zur Anpassung an das neue Recht teilweise abgeändert. Die Mitteilungen erfolgen durch einfachen Brief, die Bekanntmachungen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Im übrigen sind bezüglich der eintragspflichtigen Tatsachen keine Aenderungen eingetreten.

Freiburg — Fribourg — Friborgo

Bureau d'Estavayer-le-Lac

Bureau d'affaires, etc. — 1940. 8 août. Le chef de la raison individuelle **Henri Wittmer**, à Estavayer-le-Lac, est Henri Wittmer, fils de Marie, de Steinhof (Soleure), à Estavayer-le-Lac. Bureau d'affaires et de gestions, agence immobilière, opérations fiduciaires. Rue de la gare, 260.

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Olten-Gösgen

1940. 8. August. Aus dem Vorstand der **Wasserversorgungsgesellschaft Hauenstein**, Genossenschaft mit Sitz in Hauenstein (S. H. A. B. Nr. 163 vom 16. Juli 1934, Seite 1972), sind der Präsident Eugen Nussbaumer und der Aktuar Adolf Hof ausgeschieden und ihre Unterschriften damit erloschen. Neu wurde als Präsident gewählt Wilhelm Peyer, von und in Hauenstein (Solothurn) und als Aktuar Niklaus Jäggi, von Trimbach, in Hauenstein (Solothurn). Diese beiden verpflichten die Genossenschaft durch ihre Kollektivunterschrift.

St. Gallen — St-Gall — San Gallo

Gemischtwaren. — 1940. 7. August. Wwe. Louise Pfändler-Appenzeller und Hans Pfändler-Streuli, beide von und in Flawil, haben unter der Firma **Otto Pfändlers Erben**, in Flawil, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. März 1940 ihren Anfang nahm. Gemischtwaren; Staatsstrasse/mittlere Bahnhofstrasse.

7. August. **Darlehenskasse Libingen**, Genossenschaft mit Sitz in Libingen, Gemeinde Mosnang (S.H.A.B. Nr. 247 vom 21. Oktober 1938, Seite 2258). Josef Kuhn, Präsident, ist aus dem Vorstand ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurden in den Vorstand gewählt: Georg Fust, von Mosnang, als Präsident und Carl Härtsch, von St. Gallen-Tablat, als Aktuar; beide in Libingen, Gemeinde Mosnang. Zum Vizepräsidenten wurde gewählt der bisherige Aktuar Hermann Kessler, von Mosnang, in Libingen, Gemeinde Mosnang. Präsident, Vizepräsident und Aktuar zeichnen je kollektiv zu zweien.

7. August. **Wasserversorgungs- & Dorfbeleuchtungsgesellschaft Oberbazenheid**, Genossenschaft mit Sitz in Bazenheid, Gemeinde Kirchberg (S. H. A. B. Nr. 74 vom 31. März 1931, Seite 691). Der bisherige Aktuar Huldreich Kuratle ist aus dem Vorstand ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde in den Vorstand gewählt Albert Thürlimann, von Häggenschwil und Wuppenau, in Bazenheid, Gemeinde Kirchberg, als Aktuar. Präsident und Aktuar zeichnen kollektiv.

Graubünden — Grisons — Grigioni

1940. 7. August. **Pension Heilig-Kreuz**, Betrieb eines Damensanatoriums, Verein mit Hauptsitz in Cham und Zweigniederlassung in Davos-Platz (S. H. A. B. Nr. 60 vom 12. März 1940, Seite 474). Die Filiale wird ausser durch Sr. Bernarda Koepfli noch vertreten je mit Einzelunterschrift durch die Zeichnungsberechtigten des Gesamtinstitutes: die Oberin Sr. Clementine Thür, von Altstätten (St. Gallen), und die Assistentin Sr. M. Adelheid Schwitter, von Galgenen (Schwyz), beide in Cham.

Bazar. — 7. August. Die Firma **Rosa Auinger**, Bazar, in St. Moritz (S. H. A. B. Nr. 304 vom 27. Dezember 1924, Seite 2127), wird infolge Reduktion des Geschäftsbetriebes und Fehlens der Voraussetzungen für die Eintragspflicht auf Begehren der Inhaberin gestrichen.

Bekleidung. — 8. August. Die Firma **Lucas Flury-Beer**, Kolonialwaren und Tuchhandlung, in Ilanz (S. H. A. B. Nr. 151 vom 1. Juli 1940, Seite 1182), ist infolge Association erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die Firma «Lukas Flury & Sohn», in Ilanz.

Lukas August Flury und Lukas Flury, Sohn, beide von Disentis und in Ilanz, haben unter der Firma **Lukas Flury & Sohn**, in Ilanz, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 15. August 1940 ihren Anfang nimmt. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «Lukas Flury-Beer», in Ilanz. Zwischen dem Gesellschafter Lukas August Flury und seiner Ehefrau Maria Liberata geb. Beer besteht vertragliche Gütertrennung. Bekleidungshaus für Herren und Damen.

Vertretungen, Verwaltungen usw. — 8. August. Die **Finco A.-G. (Finco S. A.)**, Vertretungen, Verwaltungen usw., mit Sitz in Chur (S. H. A. B. Nr. 109 vom 13. Mai 1937, Seite 1111), hat in ihrer ausserordentlichen Generalversammlung vom 2. August 1940 die Statuten in Anpassung an das neue Recht revidiert und gleichzeitig das Aktienkapital von bisher Fr. 5000 auf Fr. 50,000 erhöht durch Ausgabe von 450 neuen Aktien zu Fr. 100. Die bisherigen auf den Namen lautenden Aktien wurden in Inhaberaktien umgewandelt. Das Aktienkapital beträgt nunmehr Franken 50,000 und ist eingeteilt in 500 Inhaberaktien zu Fr. 100, welche voll einbezahlt sind. Die übrigen der Publikation unterliegenden Bestimmungen der Statuten haben keine Veränderungen erfahren. Als Delegierter wurde in den Verwaltungsrat neu gewählt Roger Bachmann, von Brenzikofen (Bern) und Chézard-St-Martin (Neuenburg), in Zürich. Das bisherige Verwaltungsratsmitglied Alfred Jucker ist nunmehr Präsident. Die beiden Mitglieder des Verwaltungsrates führen Einzelunterschrift.

Aargau — Argovie — Argovia

Viehhandel. — 1940. 8. August. In der Firma **Bächler A.-G. in Liq.**, Viehhandel, in Brugg (S. H. A. B. Nr. 97 vom 26. April 1940, Seite 774), ist Lydia Bächler-Christeler als Liquidator ausgeschieden. Ihre Unterschrift ist erloschen. Der verbleibende Liquidator Heinrich Brandenberger-Müller führt Einzelunterschrift.

8. August. Die Genossenschaft unter der Firma **Käsereigesellschaft Niederhallwil**, in Niederhallwil (S. H. A. B. Nr. 12 vom 16. Januar 1929, Seite 105), hat an Stelle von Paul Urech zum Präsidenten gewählt Rudolf Urech-Dössegger, von und in Niederhallwil. Der bisherige Präsident Paul Urech ist infolge Rücktrittes aus dem Vorstande ausgeschieden und seine Unterschrift erloschen. Zeichnungsberechtigt sind Präsident und Aktuar kollektiv.

Maschinen. — 8. August. Die **Aktiengesellschaft Brown, Boveri & Cie.**, Herstellung elektrischer Maschinen usw., in Baden (S. H. A. B. Nr. 49 vom 28. Februar 1940, Seite 388), erteilt Kollektivprokura an Werner Walty, von Zofingen, und an Hans Knoepfel, von Hundwil, beide in Ennetbaden.

Thurgau — Thurgovie — Turgovia

Autotransporte usw. — 1940. 8. August. Inhaber der Firma **Max Hugelshofer**, in Frauenfeld, ist Max Hugelshofer, von und in Frauenfeld. Autotransporte, Taxameterbetrieb, Kies- und Sandwerk. Kasernenplatz 6.

Heu- und Holzhandel usw. — 8. August. Inhaber der Firma **Albert Herzog-Keller, z. Alpenblick**, in Büren, Gemeinde Raperswilen, ist Albert Herzog-Keller, von Raperswilen, in Büren-Raperswilen. Heu- und Holzhandel, Wirtschaft.

Käserei und Schweinemästerei. — 8. August. Die Firma **Alfred Wegmüller**, Käserei und Schweinemästerei, mit Sitz in Bettwiesen (S. H. A. B. Nr. 40 vom 17. Februar 1934, Seite 440), ist infolge Todes des Firmainhabers erloschen.

Käserei und Schweinemästerei. — 8. August. Inhaberin der Firma **Frau Klara Wegmüller**, in Bettwiesen, ist Wwe. Klara Wegmüller, von Vechigen (Bern), in Bettwiesen. Käserei und Schweinemästerei.

Bierdepot usw. — 8. August. Die Firma **Max Hugelshofer**, Bierdepot und Wirtschaft z. Löwen, mit Sitz in Müllheim (S. H. A. B. Nr. 252 vom 27. Oktober 1938, Seite 2307), hat die Geschäftsnatur auf Viehhandel ausgedehnt.

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Biasca

Legna, carbone. — 1940. 9 agosto. La ditta individuale **Sonzogni Eugenio fu Bartolomeo**, con sede in Lodrino, legna e carbone (F. u. s. di c. n° 195 del 21 agosto 1936), è stata dichiarata in fallimento con decreto 27 giugno 1940 della Pretura di Riviera, cresciuto in giudicato. La ditta ha cessato ogni attività. È conseguentemente cancellata d'ufficio dal registro di commercio.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau de Lausanne

Immeubles. — 1940. 8 août. Dans son assemblée générale du 11 juin 1940, la société anonyme **Le Pécos T.**, société immobilière dont le siège est à Lausanne (F. o. s. du c. du 19 mai 1932), a décidé sa dissolution. La liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée. L'actif et le passif sont repris par l'administrateur James Ramelet, à Lausanne.

Immeubles. — 8 août. Dans son assemblée générale du 11 juin 1940, la société anonyme **Le Pécos U.**, société immobilière dont le siège est à Lausanne (F. o. s. du c. du 21 mai 1932), a décidé sa dissolution. La liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée. L'actif et le passif sont repris par l'administrateur James Ramelet, à Lausanne.

Immeubles. — 8 août. Dans son assemblée générale du 11 juin 1940, la société anonyme **Le Pécos V.**, société immobilière dont le siège est à Lausanne (F. o. s. du c. du 21 mai 1932), a décidé sa dissolution. La liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée. L'actif et le passif sont repris par l'administrateur James Ramelet, à Lausanne.

Immeubles. — 8 août. Dans son assemblée générale du 11 juin 1940, la société anonyme **Le Pécos X.**, société immobilière dont le siège est à Lausanne (F. o. s. du c. du 16 janvier 1937), a décidé sa dissolution. La liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée. L'actif et le passif sont repris par l'administrateur James Ramelet, à Lausanne.

Affaires de chauffage. — 8 août. **Sulzer Frères, Société Anonyme (Gebrüder Sulzer, Aktiengesellschaft) (Sulzer Brothers, Limited) (Fratelli Sulzer, Società Anonima)**, affaires de chauffage, société anonyme ayant son siège à Winterthour et succursale à Lausanne (F. o. s. du c. du 13 avril 1939). La procuration collective à deux, pour la succursale de Lausanne, est conférée à Robert Etienne, de Tramelan-Dessous, à Morges, qui signera collectivement avec l'une des personnes possédant déjà la signature sociale collective.

Bureau de Morges

Epicerie, etc. — 8 août. La raison **Otto Dällenbach**, à Chavannes près Renens, exploitation de l'industrie laitière, épicerie (F. o. s. du c. du 8 septembre 1927, n° 210, page 1609), est radiée ensuite de décès du titulaire.

Bureau du Sentier

Porcelaine, etc. — 8 août. La raison individuelle **Robert Rochat**, magasin de porcelaine, verrerie, étoffes, ferblanterie, chaussures, mercerie, épicerie, tabacs et cigares, aux Charbonnières, commune du Lieu (F. o. s. du c. du 3 octobre 1902, n° 355), est radiée ensuite de cessation de commerce.

Bureau de Vevey

Tabacs, cigares, etc. — 7 août. La raison **Eugénie Emery**, à Vevey, tabacs, cigares, articles pour fumeurs et papeterie (F. o. s. du c. du 18 décembre 1935, n° 296, page 3485), est radiée ensuite de remise de commerce.

Autres avis, dont la publication est prescrite dans la Feuille officielle suisse du commerce par des lois ou ordonnances

---

Pinguine S. A., Genève

Liquidation et appel aux créanciers, conformément à l'art. 742 C. O.

Première publication.

La Pinguine S. A., à Genève, ayant décidé sa dissolution et son entrée en liquidation, suivant décision de son assemblée générale extraordinaire du 9 août 1940, les créanciers sont sommés de faire connaître leurs réclamations en conformité de l'article 742 du C. O. au siège de la société, 6, Place de la Synagogue (Bureaux de la Société Bancaire de Genève).

Genève, le 9 août 1940. (A. A. 167³)

Pinguine S. A. en liq.

Institute des Verbandes schweizerischer Lokalbanken, Spar- und Leihkassen, Zürich (20 Millionen Bilanzsumme und mehr)

Bilanzenzusammenstellung per 30. Juni 1940

A. AKTIVEN

Institute	Kassa, Giro- und Postcheck-guthaben	Coupons	Bankendeb. auf Sicht	Bankendeb. andere	Wechsel	Konto-Korrent-Debitoren ohne Deckung	Konto-Korrent-Debitoren mit hypoth. Deckung	Konto-Korrent-Debitoren mit anderer Deckung	Feste Vorschüsse und Darlehen ohne Deckung	Feste Vorschüsse und Darlehen mit hypoth. Deckung	Feste Vorschüsse und Darlehen mit anderer Deckung	Kto.-Krt.-Vorschüsse u. Darlehen an öffentlich-rechtliche Körperschaften	Hypothekar-Anlagen	Wertschriften und dauernde Beteiligungen	Bankgebäude	Andere Liegenschaften	Sonstige Aktiven	Bilanzsumme	
1. Allg. Aarg. Ersparniskasse, Aarau	954,332.91	109,467.90	366,679.11	—	1,245,584.15	—	2,963,578.10	4,315,498.56	—	1,837,055.50	3,729,640.50	2,260,128.40	147,353,785.48	11,805,088.15	925,000.—	—	1,320,716.83	179,186,555.59	1.
2. Gewerbekasse Baden	390,861.62	647.95	85,437.09	—	151,375.60	—	435,270.50	1,011,150.90	—	332,882.50	624,652.40	406,539.60	40,367,904.60	4,353,300.10	340,000.—	40,000.—	148,414.25	48,688,437.11	2.
3. Spar- und Leihkasse in Bern[1])	1,327,430.38	76,958.30	573,382.55	6,901.51	834,350.25	2,461,715.73	6,187,077.52	5,086,168.77	25,773.15	4,176,197.—	1,791,071.45	78,952.50	17,650,930.45	6,264,352.45	1,900,000.—	90,000.—	132,346.40	48,859,845.11	3.
4. Aarg. Hypothekenbank, Brugg	3,127,025.90	142,663.41	1,208,993.79	—	678,430.17	385,305.70	3,653,009.74	10,220,966.52	—	966,835.80	3,949,064.10	2,183,382.10	107,006,278.42	5,777,520.80	860,000.—	359,000.—	2,467,205.14	142,985,741.59	4.
5. Bank in Langenthal	317,888.97	64,615.—	256,093.04	69,557.65	786,779.70	1,672,924.40	2,242,746.60	4,755,516.—	11,940.—	340,311.30	1,187,629.35	352,128.—	8,481,557.35	4,754,480.—	300,000.—	175,000.—	126,320.25	25,895,487.61	5.
6. Caisse d'Epargne et de Crédit, Lausanne	777,010.06	2,516.15	354,268.65	3,054.80	999,805.90	1,078,182.18	5,123,976.10	6,302,358.11	63,966.05	909,164.70	1,943,084.75	98,604.—	8,381,937.75	2,558,517.10	185,000.—	40,000.—	328,510.54	29,149,956.84	6.
7. Union Vaudoise du Crédit, Lausanne[2])	1,646,230.76	18,631.05	191,149.84	—	946,910.45	1,124,921.95	9,655,047.10	5,797,567.96	530,885.—	7,887,219.—	10,303,240.76	130,055.—	1,780,916.15	1,975,717.40	485,000.—	427,256.60	34,151.30	49,842,900.32	7.
8. Hypothekarbank Lenzburg	376,455.68	94,144.15	261,333.90	—	55,607.36	96,245.90	2,181,878.85	3,944,795.15	—	62,935.90	485,950.30	440,595.10	48,882,547.95	6,077,998.30	100,000.—	20,000.—	130,659.81	63,211,148.35	8.
9. Basellandsch. Hypothekenbank, Liestal u. Basel	798,547.14	14,210.10	363,617.41	—	4,234.90	—	320,854.60	299,310.50	—	299,216.90	1,589,831.55	803,142.20	150,645,472.53	7,065,762.50	550,000.—	415,000.—	4,881,272.15	168,050,472.48	9.
10. Bank in Menziken	330,718.26	1,291.75	232,518.42	—	386,726.60	236,729.60	1,962,609.85	1,687,250.13	—	2,218,956.40	779,451.45	903,955.60	20,172,020.53	2,579,608.—	60,000.—	60,000.—	169,689.32	31,781,525.91	10.
11. Crédit Foncier Neuchâtelois, Neuchâtel	611,404.07	—	126,660.80	41,190.10	—	—	38,029.25	—	—	—	270,219.05	—	53,923,049.30	3,446,539.70	370,000.—	252,563.95	1,246,125.56	60,325,781.78	11.
12. Ersparniskasse Olten	629,259.22	15,634.10	339,135.13	—	938,153.70	368,798.40	3,435,609.35	4,026,521.75	—	158,445.10	1,572,825.35	542,353.15	69,607,265.50	6,486,827.95	311,000.—	98,800.—	2,607,778.44	91,138,407.14	12.
13. Spar- und Leihkasse des Bez. Pfäffikon (Zürich)	314,359.52	18,062.10	77,832.83	129.05	90,840.95	110,043.25	638,272.95	887,295.27	—	268,611.—	1,120,127.32	1,015,508.03	21,833,550.95	2,487,470.—	30,000.—	29,289.05	317,061.38	29,238,454.15	13.
14. Volksbank in Reinach (Aargau)	517,745.73	4,847.20	584,509.89	—	569,539.40	360,277.—	537,643.35	3,377,932.70	16,283.—	779,646.60	1,741,310.20	1,374,488.75	34,448,578.61	3,519,285.—	190,000.—	—	331,541.36	48,353,628.79	14.
15. Ersparniskasse der Stadt Solothurn	321,684.98	—	342,232.98	1,200,000.—	—	—	—	—	—	—	—	322,200.—	19,321,658.67	4,282,646.—	70,000.—	40,000.—	612,049.40	26,512,472.03	15.
16. Schweizerische Hypothekenbank, Solothurn	68,226.52	—	—	—	—	—	520,244.—	105,141.67	—	—	—	7,516.—	23,034,274.80	2,654,648.90	757,000.—	396,814.50	432,644.06	27,976,510.45	16.
17. Solothurner Handelsbank, Solothurn	529,147.68	16,975.35	542,462.10	392,034.77	2,036,275.68	2,059,093.91	2,417,794.60	9,586,848.61	48,463.50	6,084,238.40	1,635,300.20	530,150.50	5,028,574.50	2,939,968.50	585,000.—	900,000.—	494,153.92	35,826,482.22	17.
18. Solothurnische Leihkasse, Solothurn	120,428.81	—	186,812.46	75,000.—	234,238.65	71,000.—	434,000.—	1,334,541.62	7,000.—	9,389,700.—	1,252,421.18	128,523.—	4,039,825.95	3,140,352.15	—	104,350.—	718,765.88	21,236,959.70	18.
19. Spar- und Kreditkasse Suhrental, Schöftland[3])	362,221.50	4,692.52	230,760.60	—	278,589.60	1,642.40	115,504.70	1,021,924.75	—	67,680.—	576,417.75	509,175.40	17,936,673.50	1,997,567.—	40,000.—	—	28,367.17	23,184,436.89	19.
20. St. Gallische Creditanstalt, St. Gallen	379,041.60	23,218.11	592,748.50	9,240.—	2,095,861.69	28,603.25	5,143,708.40	4,432,329.83	—	14,913,844.35	1,543,102.71	—	20,402,277.95	6,861,720.95	750,000.—	—	272,204.47	77,447,901.81	20.
21. Sparkasse des Bezirkes Hinwil, Wetzikon	313,295.67	—	103,027.80	—	5,599.05	—	183,984.—	626,936.55	—	92,800.—	522,912.30	905,994.15	23,590,711.25	1,957,503.05	70,000.—	—	112,297.17	28,485,060.99	21.
22. Sparkasse der Stadt Zürich	3,685,504.37	—	1,391,654.20	—	500,000.—	—	—	—	—	—	—	—	69,828,342.—	7,371,263.40	319,329.43	354,763.33	1,074,950.63	84,525,807.36	22.

[1]) Syndikatsbeteiligungen: Fr. 196,236.70.
[2]) Nichteinbezahltes Kapital: Fr. 6,908,000.—.
[3]) Vorschüsse auf kurze Zeit: Fr. 13,220.—.

B. PASSIVEN

(A. G. 95)

Institute	Bankenkreditoren auf Sicht	Bankenkreditoren andere	Checkrechnungen u. Kreditoren auf Sicht	Kreditoren auf Zeit	Spareinlagen	Depositen- und Einlagehefte	Kassenobligationen und Kassenscheine	Obligationen-Anleihen	Pfandbriefdarlehen	Checks und kurzfällige Verpflichtungen	Tratten und Akzepte (im Umlauf)	Hypoth. auf eigenen Liegenschaften	Sonstige Passiven	Kapital	Reserven	Bilanzsumme	Ausser Bilanz Totalbetrag der Akzepte	
1. Allg. Aarg. Ersparniskasse, Aarau	694,445.54	—	5,552,888.40	1,565,507.95	86,062,182.78	—	55,433,900.—	—	12,000,000.—	—	—	—	1,503,622.91	12,000,000.—	4,374,008.01	179,186,555.59	—	1.
2. Gewerbekasse Baden	539,671.40	14,666.—	1,056,410.80	1,039,168.19	17,688,034.88	75,778.90	15,167,650.—	—	6,600,000.—	—	—	—	186,609.34	4,000,000.—	2,320,447.60	48,688,437.11	—	2.
3. Spar- und Leihkasse in Bern	244,470.42	—	4,433,849.21	—	24,448,088.30	—	6,319,000.—	—	2,000,000.—	—	—	500,000.—	364,322.34	7,400,000.—	3,150,114.84	48,859,845.11	—	3.
4. Aarg. Hypothekenbank, Brugg	94,607.04	—	9,612,431.92	878,417.57	54,451,930.88	—	47,563,842.—	—	14,000,000.—	34,026.40	—	—	2,223,928.53	10,000,000.—	4,126,557.25	142,985,741.59	—	4.
5. Bank in Langenthal	1,022,287.56	500,000.—	2,539,450.—	158,661.65	10,380,939.73	686,624.94	6,838,300.—	—	500,000.—	—	245,000.—	—	126,276.08	2,400,000.—	497,947.65	25,895,487.61	245,000.—	5.
6. Caisse d'Epargne et de Crédit, Lausanne	835,190.50	—	2,342,359.46	1,389,902.94	8,676,394.01	305,016.50	6,211,700.—	—	6,100,000.—	11,670.—	—	—	535,000.84	2,000,000.—	742,722.59	29,149,956.84	—	6.
7. Union Vaudoise du Crédit, Lausanne	125,651.90	—	3,588,941.24	—	13,221,038.23	1,462,334.55	16,009,200.—	—	—	—	—	—	257,387.90	12,952,460.—	2,225,886.50	49,842,900.32	—	7.
8. Hypothekarbank Lenzburg	269,226.96	9,129.85	3,225,517.10	237,041.50	21,712,997.52	—	22,672,600.—	—	8,000,000.—	—	257,000.—	—	294,141.73	4,000,000.—	2,533,493.69	63,211,148.35	257,000.—	8.
9. Basellandsch. Hypothekenbank, Liestal u. Basel	2,006,664.10	1,050,000.—	1,898,134.76	5,856,835.20	10,871,658.35	25,373,074.81	67,509,400.—	—	35,000,000.—	—	—	—	4,810,926.06	10,000,000.—	3,673,779.20	168,050,472.48	—	9.
10. Bank in Menziken	24,096.75	—	1,031,596.07	174,517.26	13,359,837.84	—	11,571,400.—	—	2,000,000.—	—	132,000.—	—	129,338.52	2,250,000.—	1,108,739.47	31,781,525.91	182,000.—	10.
11. Crédit Foncier Neuchâtelois, Neuchâtel	—	3,986.20	30,521.60	500,000.—	29,287,541.83	—	12,020,900.—	4,107,000.—	5,000,000.—	—	—	—	1,781,103.41	6,000,000.—	1,594,728.74	60,325,781.78	—	11.
12. Ersparniskasse Olten	6,126,473.75	—	3,623,188.96	4,847,920.35	33,290,992.82	—	26,019,500.—	—	5,000,000.—	—	520,000.—	—	2,426,640.96	7,000,000.—	2,283,690.30	91,138,407.14	520,000.—	12.
13. Spar- und Leihkasse des Bez. Pfäffikon (Zürich)	25.45	988,091.55	806,607.65	123,464.40	14,772,730.89	—	8,939,200.—	—	600,000.—	—	—	—	148,882.91	220,000.—	2,639,451.30	29,238,454.15	—	13.
14. Volksbank in Reinach (Aargau)	180,814.05	—	2,725,925.03	153,145.48	22,605,782.11	—	16,486,150.—	—	1,800,000.—	—	400,000.—	—	193,277.95	2,500,000.—	1,308,534.17	48,353,628.79	400,000.—	14.
15. Ersparniskasse der Stadt Solothurn	1,669,598.65	—	36,578.—	—	22,906,054.44	—	—	—	—	—	—	—	529,349.48	—	1,370,891.46	26,512,472.03	—	15.
16. Schweizerische Hypothekenbank, Solothurn	382,449.98	—	159,052.65	350,669.28	5,359,813.14	—	8,030,530.—	1,200,000.—	9,490,000.—	—	—	—	370,570.36	2,000,000.—	633,425.04	27,976,510.45	—	16.
17. Solothurner Handelsbank, Solothurn	91,093.50	—	6,699,991.62	2,683,838.65	10,132,893.28	—	8,035,000.—	1,850,000.—	—	851.—	184,000.—	200,000.—	501,927.01	4,000,000.—	1,446,887.16	35,826,482.22	184,000.—	17.
18. Solothurnische Leihkasse, Solothurn	641,802.—	1,000,000.—	765,466.10	301,079.71	—	310,942.34	14,161,886.—	—	700,000.—	—	—	—	627,297.—	2,000,000.—	728,486.55	21,236,959.70	—	18.
19. Spar- und Kreditkasse Suhrental, Schöftland	5,964.15	—	620,764.30	126,351.70	11,752,890.21	141,672.35	7,182,000.—	—	700,000.—	—	—	—	138,643.18	1,600,000.—	916,151.—	23,184,436.89	70,000.—	19.
20. St. Gallische Creditanstalt, St. Gallen	184,291.29	—	5,191,290.87	2,169,294.90	10,681,068.05	7,462,795.11	30,490,000.—	—	4,500,000.—	—	522,511.85	—	1,021,477.74	10,000,000.—	5,225,172.—	77,447,901.81	522,511.85	20.
21. Sparkasse des Bezirkes Hinwil, Wetzikon	86,007.—	—	512,843.20	263,949.60	15,516,858.70	591,067.85	8,944,900.—	—	300,000.—	—	—	—	124,147.56	—	2,145,287.08	28,485,060.99	—	21.
22. Sparkasse der Stadt Zürich	—	—	—	—	74,120,800.18	—	—	—	—	—	—	600,000.—	1,592,187.05	—	8,212,820.13	84,525,807.36	—	22.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Schweizerisch-deutsche Wirtschaftsverhandlungen

Am 9. August a. c. wurde in Berlin zwischen den Herren Ministerialdirektor Wiehl und Ministerialrat Seyboth sowie Minister Dr. Frölicher und Direktor Dr. Hotz, rückwirkend auf den 1. August a. c., ein neues Verrechnungsabkommen unterzeichnet, das an Stelle der bisherigen Vereinbarungen tritt und bis zum 30. Juni 1941 gültig ist. Damit finden die seit längerer Zeit geführten Wirtschaftsverhandlungen, die in freundschaftlichem Geiste und mit dem gegenseitigen Willen zur Verständigung geführt wurden, einen für die Aufrechthaltung und den Ausbau der wirtschaftlichen Beziehungen zwischen der Schweiz und dem Deutschen Reich erfolgreichen Abschluss.

Auf dem Gebiete des Transfers, des Versicherungsverkehrs, der Goldhypotheken sowie des Reiseverkehrs bleibt es im wesentlichen bei der bisherigen Regelung. Der an die Coupons- und Einzelgläubiger zu entrichtende Barzins beträgt daher im neuen Verrechnungsjahr unverändert 2 %.

Im Warenverkehr konnte eine Verständigung über die wiederum zu erfolgenden Kohlenlieferungen erzielt werden. Sodann ist es gelungen, sich über eine angemessene Berücksichtigung der herkömmlichen Exporte schweizerischer Waren zu einigen. Um die für die nächsten Monate zu erwartenden grösseren zusätzlichen Lieferungen auf industriellem wie landwirtschaftlichem Gebiet ohne Zahlungsfristen für den schweizerischen Exporteur zu ermöglichen, tritt die Schweiz nötigenfalls im Clearing zeitweise in Vorschuss. Dadurch werden in der Schweiz sehr wertvolle neue Arbeitsmöglichkeiten geschaffen, wogegen Deutschland die Möglichkeit erhält, in vermehrtem Masse schweizerische Waren zu kaufen. Die getroffene Regelung dürfte geeignet sein, den gegenseitigen Warenaustausch zwischen der Schweiz und dem Deutschen Reich zu intensivieren.

Ferner konnte für den Waren- und Dienstleistungsverkehr mit Polen eine provisorische Lösung in der Weise getroffen werden, dass unter gewissen Voraussetzungen bereits eingeleitete Geschäfte noch auf bisheriger Kompensationsbasis abgewickelt werden können. Für die Zukunft, d. h. vom 1. Januar 1941 an, geht der Verkehr mit den eingegliederten Gebieten über das deutsch-schweizerische Verrechnungsabkommen, während für das Generalgouvernement für die Abwicklung alter Forderungen ein Sonderkonto geführt wird.

Sobald das neue Verrechnungsabkommen vom Bundesrat genehmigt ist, wird es in unserem Blatte publiziert werden. Auskunft erteilen in gewohnter Weise die Spitzenverbände der schweizerischen Wirtschaft sowie die eidgenössische Handelsabteilung in Bern und die Schweiz. Verrechnungsstelle in Zürich. 187. 12. 8. 40.

Négociations économiques entre la Suisse et l'Allemagne

Le 9 août dernier a été signé à Berlin entre MM. Wiehl, Directeur au Ministère des Affaires économiques du Reich, et Seyboth, Conseiller au même Ministère d'une part, et le Ministre Frölicher ainsi que le Directeur Hotz d'autre part, un nouvel accord de clearing, ayant effet rétroactif au 1er août 1940, qui remplace les accords en vigueur jusqu'à présent et est valable jusqu'au 30 juin 1941. Cet accord met fin aux négociations qui se sont poursuivies depuis un certain temps, dans un esprit amical et avec la volonté réciproque d'arriver à une entente. Il contribuera d'une manière favorable au maintien et au développement des relations économiques entre la Suisse et l'Allemagne.

Dans le domaine du transfert des créances financières, des assurances et des hypothèques avec clause or, ainsi que du tourisme, la réglementation en vigueur est maintenue d'une manière générale. En conséquence, l'intérêt qui doit être payé en Suisse au détenteurs de coupons et aux créanciers financiers individuels reste fixé, pour la durée du nouvel accord, à 2 %.

En ce qui concerne le trafic marchandises, il a été possible d'aboutir à un accord qui permettra de nouveau des livraisons de charbon. En outre, l'accord maintient, dans une mesure appropriée, les possibilités d'exportations usuelles de marchandises suisses. Afin d'assurer le paiement, sans délai, des livraisons supplémentaires de produits industriels et agricoles auxquelles il y a lieu de s'attendre pour les prochains mois, la Suisse fera temporairement, au besoin, des avances par le clearing. Il sera créé par ce moyen, pour la Suisse, de nouvelles et très importantes possibilités de travail; de son côté, l'Allemagne pourra augmenter ses achats de marchandises suisses. La réglementation intervenue devrait être de nature à intensifier l'échange réciproque de marchandises entre la Suisse et l'Allemagne.

D'autre part, une solution provisoire a pu être trouvée en ce qui concerne le paiement des marchandises et des services avec la Pologne, en ce sens que les contrats déjà en cours pourront être liquidés sur l'ancienne base de compensation. A l'avenir, c'est-à-dire à partir du 1er janvier 1941, les opérations avec les territoires incorporés à l'Allemagne seront soumises à l'accord de clearing germano-suisse, alors que pour le Gouvernement général, un compte spécial sera ouvert en vue de régler les anciennes créances.

Dès que le nouvel accord de clearing aura été approuvé par le Conseil fédéral, il sera publié dans notre feuille. Des renseignements sont donnés, comme d'habitude, par les principaux organismes économiques suisses ainsi que par la Division fédérale du commerce à Berne et l'Officte de compensation à Zurich. 187. 12. 8. 40.

Anmeldung von Finanzforderungen

Wie bereits vor einiger Zeit in der Presse bekanntgegeben worden ist, wird gegenwärtig eine Enquête über die schweizerischen Finanzforderungen gegenüber Belgien, Frankreich, Griechenland, Holland, Jugoslawien, Luxemburg und Norwegen durchgeführt. Die Anmeldung von Finanzforderungen (Wertschriften, Einzelforderungen und Grundbesitz) soll bis zum 15. August 1940 erfolgen; für den Fall, dass in einzelnen Ausnahmefällen die Einhaltung dieses Termins nicht möglich ist, werden auch verspätete Anmeldungen entgegengenommen, jedoch keineswegs über den 20. August 1940 hinaus. Bekanntlich nehmen sämtliche Banken die Anmeldungen von Wertschriften entgegen, während nicht in Wertschriften verkörperte Finanzforderungen (z. B. Hypotheken, Darlehen, Bankguthaben aus dem Finanzverkehr, nicht in Wertschriften verkörperte Beteiligungen, Kapitalwerte von Lebensversicherungs- und Rentenansprüchen gegenüber Versicherungsgesellschaften in den in Betracht kommenden Ländern, Grundbesitz und ähnliches) auf besonderen Formularen bei der Schweizerischen Verrechnungsstelle, Börsenstrasse 26, Zürich, anzumelden sind. Diese Formulare können bei dem genannten Institut kostenlos bezogen werden; es wird ein Formular pro Forderung benötigt. Bei der Bestellung vergesse man nicht das Land zu bezeichnen, in welchem der Schuldner domiziliert ist.

Neben der offiziellen Erhebung über die Finanzforderungen führt der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins, Börsenstrasse 17, Zürich, zurzeit auch eine Feststellung über die Höhe der schweizerischen Forderungen aus dem Warenexport und Dienstleistungsverkehr (z. B. Lizenzen, Frachten, Tantième-, Provisions- und Saläransprüche) gegenüber Frankreich, Belgien, Holland, Luxemburg und Norwegen durch. Schweizerische Gläubiger, welche derartige Forderungen aus dem Waren- oder Dienstleistungsverkehr gegenüber den genannten Ländern haben, sollten in ihrem eigenen Interesse diese Forderungen in brieflicher Form der genannten Organisation anmelden. 187. 12. 8. 40.

Déclaration des créances financières

Ainsi qu'il a été communiqué il y a quelque temps dans les journaux, une enquête portant sur les créances financières suisses envers la Belgique, la France, la Grèce, la Hollande, la Yougoslavie, le Luxembourg et la Norvège, est actuellement en cours. La déclaration des créances financières (titres, créances individuelles et immobilières) devrait avoir lieu jusqu'au 15 août 1940; dans des cas particuliers où il ne serait pas possible d'établir la déclaration dans le délai prévu, les annonces seront exceptionnellement acceptées après cette date, mais en aucun cas au delà du 20 août 1940. Comme annoncé auparavant, les banques acceptent les déclarations de titres, cependant que les créances financières non incorporées dans des papiers-valeur (p. ex. hypothèques, prêts, avoirs en banque de nature financière, participations non incorporées dans des titres, des créances en capital d'assurances sur la vie et les créances dont proviennent les rentes envers des sociétés d'assurances domiciliées dans les pays en question, propriétés immobilières, etc.) sont à déclarer sur des formules auprès de l'Office suisse de compensation, Börsenstrasse 26, à Zurich. Ces formules peuvent être obtenues gratuitement auprès dudit institut; une formule est nécessaire pour chaque créance. On est prié de ne pas omettre d'indiquer le pays où le débiteur est domicilié.

A part cette enquête officielle portant sur les créances financières, l'Union suisse du commerce et de l'industrie, Börsenstrasse 17, à Zurich, s'occupe actuellement d'établir l'importance des créances suisses envers la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Norvège, qui proviennent de l'exportation des marchandises et des prestations de service suisses (p. ex. licences, frêts, tantièmes, commissions, salaires, etc.). Les créanciers suisses qui possèdent des créances de ce genre envers les pays en question, provenant du trafic de marchandises ou des prestations de service devraient, dans leur propre intérêt, les annoncer par lettre à l'organisation précitée. 187. 12. 8. 40.

Mech. Eisenwarenfabrik A. G., Kempten (Zürich)

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung

auf Samstag, den 31. August 1940, abends 5½ Uhr, in das Hotel zum Ochsen, Kempten (Zürich).

Traktanden: Die statutarischen.

Bilanz Gewinn- und Verlustrechnung und der Bericht der Rechnungsrevisoren stehen vom 20. ds. an im Bureau der Gesellschaft für die Einsichtnahme der Aktionäre bereit.

Aktionäre, die an der Generalversammlung teilnehmen wollen, haben statutengemäss bis zum 25. ds. ein Nummernverzeichnis ihrer Aktien einzusenden. P 1756

Kempten (Zürich), den 10. August 1940.

Der Verwaltungsrat.

Société Immobilière de l'ancien Hôtel Village Suisse

Messieurs le actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

pour le **jeudi 22 août 1940, à 16 heures 30, à l'étude du notaire Marius Blanc, à Lausanne,** Rue Centrale 6.

Ordre du jour statutaire.

Le bilan, le compte de profits et pertes et le rapport du contrôleur sont à la dispositiou des actionnaires. (OF 9002 L) 1762

Les cartes d'admission à l'assemblée seront délivrées au bureau du notaire Blanc du 15 au 22 août, sur présentation des actions ou d'une pièce justificative de dépôt.

L'administrateur.

LONZA

Elektrizitätswerke und Chemische Fabriken Aktiengesellschaft

Dividenden-Zahlung

Gemäss Beschluss der heutigen Generalversammlung gelangt für das Geschäftsjahr 1939/40

1. eine Dividende von 5 % netto auf das Aktienkapital,
1. eine Ausschüttung von Fr. 10. — pro Genusschein

zur Auszahlung.

Die Auszahlung erfolgt ab 12. August 1940 gegen Vorweisung von:
Dividendencoupon Nr. 12 der Aktien zu nom. Fr. 500. — mit **Fr. 25. — netto,**
Dividendencoupon Nr. 12 der Aktien zu nom. » 125. — mit » **6. 25 netto,**
Coupon Nr. 3 der ganzen Genusschcine mit **Fr. 10. —** } unter Abzug der eidg.
Coupon Nr. 3 der ¼ Genusscheine mit . » **2. 50** } Coupon steuer von 6 %.
bei den nachbezeichneten Zahlstellen:
an der Kasse der **Gesellschaft,**
bei den schweizerischen Sitzen, Zweigniederlassungen und Agenturen des **Schweizerischen Bankvereins,**
bei den **Herren Ehinger & Co, Basel,**
bei sämtlichen Niederlassungen der **Eidgenössischen Bank (A. G.),**
bei der **Aktiengesellschaft Leu & Cie., Zürich,**
bei der **Schweizerischen Bankgesellschaft, Bern.** P 1761

Basel, den 10. August 1940. **LONZA**

Elektrizitätswerke und Chemische Fabriken Aktiengesellschaft.

PATENTE
KIRCHHOFER, RYFFEL & CO.
ZÜRICH, 51 LÖWENSTRASSE

Die neueste, interessante Studie d. Preisbildungskommission:

„Ueber die Lage in der schweiz. Herrenschneiderei"

kann zu **Fr. 4.25** beim SHAB., Effingerstrasse 3, Bern, bezogen werden.

Korrespondenzen an Schweiz. Handelsamtsblatt, Bern, adressieren. Adresser correspondances à la Feuille officielle suisse du commerce, Berne — Druck Fritz Pochon-Jent A. G., Bern